



## Ne comptez plus sur l'Europe

### Description

Au nom de l'Europe, Mme Von der Leyen a signé, le dimanche 27 juillet 2025, un « accord » avec les États-Unis. Cet accord est jugé par tous, à gauche comme à droite, comme un accord honteux, mettant l'Europe, et particulièrement la France, à genoux.

L'accord stipule :

- Des droits de douane imposés unilatéralement par les États-Unis, de 15 % ;
- L'engagement de l'Europe d'acheter pour 750 milliards de dollars de produits énergétiques ;
- L'engagement d'investir 600 milliards de dollars aux États-Unis ;
- L'engagement d'acheter le maximum d'armements aux États-Unis.

Les diplomates européens, qui se gaussaient de voir des droits de douane de 10 % imposés à la Grande-Bretagne, pensaient pouvoir s'en sortir à meilleur compte avec les États-Unis.

Résultat : l'Europe, qui se croyait puissante, est ridiculisée et traitée plus mal que la Grande-Bretagne. Cet accord, qualifié de capitulation par la gauche, de fiasco économique, moral et politique par la droite, est une défaite écrasante pour notre industrie, notre agriculture, ainsi que pour notre souveraineté énergétique et militaire.

Les agriculteurs ont été sacrifiés sur l'autel de l'industrie automobile allemande, avec des clauses qui nous contraignent à ouvrir davantage le marché unique aux productions agricoles américaines.

Véritable « diktat » des États-Unis à l'encontre de l'Europe, cet accord est un échec, une humiliation pour l'Europe. Il maintiendra l'économie européenne dans le marasme.

Pour signer cet accord, Mme Von der Leyen s'est rendue dans la résidence secondaire que possède M. Trump en Écosse, montrant ainsi au monde entier la soumission de l'Europe en tant que vassale des États-Unis.

Le New York Post jubile et titre : « Le président Trump vient de débloquer l'une des plus grandes économies du monde... L'Union européenne va ouvrir son marché de 20 trillions de dollars et accepter

à 100 % nos normes automobiles et industrielles pour la première fois. »

Même Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe, reconnaît que l'accord commercial est déséquilibré et met en garde contre un « décrochage » des Européens. François Bayrou parle même d'un « jour sombre ».

Mais que font donc nos dirigeants français ? Ne sont-ils pas censés défendre nos intérêts ?

E. Macron, lui, essaie de détourner l'attention en prônant la reconnaissance d'un pays qui n'existe pas, la Palestine. Il sait que sa déclaration n'aura aucune valeur juridique, mais, pour l'instant, comme l'a rappelé D. Trump, il occupe l'espace médiatique, rendant les relations entre l'Occident et le Hamas encore plus difficiles.

Quel spectacle affligeant pour nos jeunes générations !

**Chanoine**

**Categorie**

1. Économie

**date créée**

28 juillet 2025